

TURQUIE

SOLIDAIRES et le SNJ condamnent l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires de journalistes kurdes

Le 25 octobre 2022, dans 9 villes différentes, 11 journalistes kurdes ont vu la police turque débarquer à leur domicile, aux petites heures de la matinée, portes brisées à coup de bélier ou de crosses. Diren Yurtsever, Deniz Nazlım, Selman Güzelyüz, Zemo Ağgöz, Berivan Altan, Hakan Yalçın, Emrullah Acar, Ceylan Şahinli, Habibe Eren, Öznur Değer et Derya Ren ont subi coups, insultes, mises en scènes humiliantes, perquisitions brutales... Elles et ils ont été ensuite transféré.es à Ankara pour y être interrogé.es par le procureur de la ville, qui a diligenté l'enquête. Les avocat.es des journalistes font état de traitements violents lors de leur garde à vue. Ainsi, par exemple, la journaliste de JinNews, Öznür Deger, pendant la prise d'empreinte, parce qu'elle parlait à ses camarades, a été jetée à terre, puis traînée par les cheveux jusqu'à un véhicule de police. Suite aux nombreuses violences dont ils et elles ont été sujets, les journalistes ont refusé de répondre aux questions de la police, réservant leur déposition au procureur. Après des interrogatoires expéditifs, celui-ci a décidé de la mise en détention de 9 d'entre eux. Zemo Ağgöz, mère d'un nourrisson d'un mois et demi, qu'elle n'a pas eu le droit de nourrir pendant plusieurs heures, a été placée en résidence surveillée. Enfin un journaliste a été libéré sous contrôle judiciaire.

Cette opération fait suite à la précédente vague d'interpellations de juin 2022. Ce sont à présent 26 journalistes kurdes des médias Mezopotamya Ajansi et JinNews qui sont derrière les barreaux, pour le seul crime d'avoir voulu informer l'opinion publique des politiques menées par le régime autoritaire d'Erdogan. A l'approche de l'élection présidentielle de 2023, celui-ci cherche à museler davantage toutes les voix dissidentes, et la presse libre kurde est celle qui "porte le plus la plume dans la plaie" et refuse de se plier aux injonctions du pouvoir. Le Parlement turc a d'ailleurs fait adopter mi-octobre une loi sur la désinformation, rapidement baptisée loi de censure par les organisations professionnelles de la presse. Celle-ci donne des moyens législatifs accrus pour faire fermer les médias d'opposition et censurer les paroles dissidentes.

Dans ces conditions, le Syndicat National des Journalistes, première organisation de la profession, et l'Union syndicale Solidaires affirment de nouveau leur soutien aux médias indépendants visés par le pouvoir turc, et demandent la libération de toutes les journalistes emprisonné.es.

Nous ne vous oublions pas !

La presse libre ne sera pas réduite au silence !